

ME JOHANNE CLOUET
Faculté de droit, Université de Montréal
Pavillon Maximilien-Caron, bureau A-7484
3101, chemin de la Tour Montréal (Québec) H3T 1J7
t: 514.343.3099 | e: johanne.clouet@umontreal.ca

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

Membre de la Chambre des notaires du Québec 2017-...
Membre du Barreau du Québec 2005-2015

AFFILIATIONS ACADÉMIQUES

Chaire du notariat – Université de Montréal 2018-...
Chercheuse régulière

Étude sur les coûts financiers et humains de la justice 2017-...
Projet ADAJ – Accès au droit et à la justice
Rôle : Cochercheuse
Chercheuse principale : Professeure Dalia Gesualdi-Fecteau (Droit – UQÀM)

Les modalités juridiques de la socialisation des êtres : La fonction civile du droit privé 2018-...
Rôle : Cochercheuse
Chercheur principal : Professeur Vincent Forray (Droit – McGill)

PratiquO – Centre de formation professionnelle continue de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa 2018-...
Formatrice et collaboratrice

FORMATION

Postdoctorat en droit 2017-2018
Université Laval – Chaire de recherche Antoine-Turmel sur la protection juridique des aînés

Sujets de recherche :

(1) La protection des aînés à travers la *Charte des droits et libertés de la personne*

Ce projet de recherche porte sur le droit à la protection et à la sécurité que doivent apporter à la personne âgée sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu, prévu au second alinéa de l'article 48 de la *Charte des droits et libertés de la personne*. Il propose de préciser les notions que renferme cette disposition afin de mieux saisir la portée de la protection qui y est prévue et d'analyser son efficacité.

(2) Les directives anticipées des aînés en matière de soins de santé

Dans un contexte démographique marqué par le vieillissement de la population, ce projet de recherche vise à développer des connaissances portant sur les volontés exprimées à l'avance par les personnes âgées en matière de soins de santé, en prévision de leur inaptitude. Le projet vise essentiellement à répondre aux questions suivantes : le réseau social et familial de la personne âgée influence-t-il sa décision d'exprimer – ou non – des directives anticipées en matière de soins de santé ? La connaissance du réseau de la santé et des soins de santé influence-t-elle la décision de la personne âgée d'exprimer – ou non – des directives anticipées ?

Maîtrise en droit notarial (LL.M.)

2015-2016

Université de Montréal – Faculté de droit

Stage de recherche auprès du Président de la Chambre des notaires

Principales responsabilités : revoir et mettre à jour un texte portant sur le mandat de protection; participer à la rédaction du mémoire de la Chambre des notaires présenté lors des consultations de la Commission des relations avec les citoyens dans le cadre du projet de loi n° 115 – *Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité*; proposer des éléments de réforme du régime de conseiller au majeur dans le cadre du mémoire de la Chambre des notaires portant sur le projet de loi n° 96 – *Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes*.

Doctorat en droit (LL.D.)

2009-2015

Université de Montréal – Faculté de droit

Directeur de recherche : Alain Roy / Co-directeur de recherche : Jean-François Gaudreault-DesBiens

Diplôme obtenu en 2015 – Mention d'excellence

Jury de thèse : Robert Leckey (Université McGill), Martine Valois (UdeM) et Benoît Moore (UdeM)

Recherche financée par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)

Titre : L'influence des marqueurs identitaires du juge dans les décisions relatives à la garde des enfants dans un contexte post-rupture

L'« intérêt de l'enfant » est un concept fondamental en droit de la famille puisqu'il constitue le critère déterminant dans toute décision qui concerne l'enfant. Concept hautement indéterminé, son interprétation est laissée à l'appréciation du juge qui en précisera le contenu à la lumière de la loi et des faits particuliers de chaque espèce. Dans les situations où, une fois considérés les faits et le droit, le juge se retrouve face à une situation « neutre », c'est-à-dire où autant la garde exclusive que la garde partagée est envisageable, peut-on prétendre que l'inclinaison du juge vers l'une ou l'autre de ces modalités de garde est influencée autrement que par le droit et les faits mis en preuve ? Telle était la question au cœur de notre étude.

Forum ATLAS (Association of Transnational Law Schools)

Juin 2011

Université de Deusto (Espagne) – Faculté de droit

Le Forum ATLAS est un consortium de facultés de droit, qui s'est donné pour mission de favoriser les échanges intellectuels entre leurs communautés universitaires respectives.

- Présentation du projet de thèse

Source : **SITE WEB FACULTÉ DE DROIT, UdeM /Corps professoral**

- Assister à divers séminaires portant sur des approches méthodologiques et théoriques afférentes au droit comparé et au droit international

Maîtrise en droit (LL.M.) 2006-2008
Université McGill – Institut de droit comparé

Directrice de recherche : Shauna Van Praagh
Diplôme obtenu en 2008 – Mention d'excellence
Évaluation du mémoire par Evan Fox-Decent (Université McGill)

Titre : La domesticité juvénile en Haïti : une vision à travers la lentille du pluralisme juridique

La domesticité juvénile est une pratique où l'enfant placé en domesticité, en plus d'accomplir des travaux ménagers qui nuisent à son éducation, est généralement victime de mauvais traitements physiques et psychologiques. L'objectif principal de la recherche était de mettre en lumière les normes existant en matière d'éducation et d'intégrité des jeunes travailleurs domestiques afin de mesurer leur importance dans la conduite des familles qui ont recours à cette pratique et d'identifier les actions les plus susceptibles d'améliorer la qualité de vie des jeunes domestiques. Inspirée du pluralisme juridique, la démarche entreprise pour y parvenir alliait recherche théorique et empirique.

Chinese Law Study Program Graduation Certificate Juin 2002
China University of Political Science and Law (Pékin)

Formation de base sur le système judiciaire chinois, organisée par la Faculté de droit de l'Université de Montréal, en collaboration avec la China University of Political Science and Law.

Baccalauréat en droit (LL.B.) 2001-2004
Université de Montréal – Faculté de droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Expérience d'enseignement

Université de Montréal – Faculté de droit

DRT 1224 – Personnes physiques et famille

Le cours présente, dans une première partie, les conditions nécessaires à l'acquisition de la personnalité juridique, les modes d'établissement de la filiation et les effets qui en résultent. La deuxième partie porte quant à elle sur les conditions de formation et les effets du mariage, de l'union civile et de l'union de fait, de même que sur les conséquences résultant de la dislocation de ces différentes formes d'union

DRT 3803 – Droit de l'enfant

Ce cours s'attarde au statut juridique de l'enfant en droit privé québécois. Outre la présentation d'un état de situation des droits de l'enfant sur le plan international, le cours comporte deux grandes parties : la première est consacrée à

la description et à l'analyse des concepts fondamentaux à la base du régime juridique québécois applicable à l'enfant (autorité parentale, minorité, tutelle et intérêt de l'enfant), tandis que la seconde traite des principaux droits fondamentaux qui lui sont reconnus (droit à la vie et droit à l'intégrité).

DRT 2902 – Développement des habiletés du juriste II

L'objectif général du cours est de développer chez l'étudiante, l'étudiant des aptitudes de recherche et de rédaction propres à la rédaction juridique et de favoriser une bonne compréhension des enjeux liés au sujet de recherche.

Université du Québec à Montréal – Département des sciences juridiques

JUR 2521 – Droit des personnes et de la famille

Présentation d'un portrait global des principes de base du droit de la famille. Étude des effets juridiques de l'autorité parentale, des conditions nécessaires à la formation du mariage et des conséquences résultant de la dislocation de l'union.

JUR 3516 – Méthodologie de la recherche juridique II

Ce cours vise principalement à accompagner les étudiantes, étudiants afin de les aider : à formuler une problématique de recherche juridique, à en circonscrire les paramètres, à développer leurs habiletés de recherche et de rédaction et à développer une approche critique de la question juridique abordée.

Université du Québec à Montréal – Département de science politique

JUR 665N – Droit de l'enfant et droit international

Ce cours vise à fournir un survol introductif du régime international de protection des droits de l'enfant, tout en sensibilisant l'étudiante, l'étudiant à l'utilité du droit international dans la pratique du droit au Québec. Le cours combine les approches pratique et théorique : les principes et règles juridiques de base sont enseignés de façon essentiellement magistrale et sont complétés par des expériences et des cas pratiques partagés par des intervenants invités.

Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti (ISTEAH)

2017-...

IST 6050 – Femmes et sciences

Ce cours aborde les relations entre science, femme et société. Il procède à une réflexion sur l'accès des femmes aux carrières scientifiques et sur leurs contributions à la science.

Autres expériences de travail

Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal (RJTUM)

2015-2016

Responsable de l'édition

- Lire les textes soumis pour publication afin d'en faire la révision
- Assurer le suivi avec les auteures, auteurs, de même qu'avec l'ensemble des intervenants

Source : **SITE WEB FACULTÉ DE DROIT, UdeM** /Corps professoral

Université de Montréal – Faculté de droit

2009-2010

Assistante de recherche (professeur Alain Roy)

- Procéder à une recherche doctrinale et jurisprudentielle en matière de pension alimentaire
- Analyser les décisions judiciaires pertinentes afin de cerner l'évolution jurisprudentielle des dernières années

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

2008-2009

Conseillère – Loi et règlements

- Dispenser de la formation aux entreprises soumises à l'application de la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*
- Veiller à la conformité de l'application de la loi et de ses règlements
- Confectionner différents guides d'information destinés aux employeurs
- Participer aux travaux visant d'éventuelles modifications législatives et réglementaires

Desjardins Ducharme, S.E.N.C.R.L.

2003-2006

Étudiante en droit, stagiaire et avocate

Principales responsabilités en tant qu'étudiante et stagiaire

- Effectuer des recherches jurisprudentielles et doctrinales
- Effectuer des vacations et des représentations à la Cour
- Rédiger des avis juridiques, des mémoires de recherche et diverses procédures judiciaires

Principales responsabilités en tant qu'avocate (affectée exclusivement au dossier de la *Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires* (« Commission Gomery »))

- Analyser la preuve déposée lors de la Commission Gomery
- Collaborer à la rédaction de la requête en vue du recouvrement des fonds
- Collaborer à la préparation des interrogatoires des témoins

Cour d'appel du Québec

Automne 2004

Recherchiste pour l'honorable juge Joseph R. Nuss

- Analyser les mémoires d'appel soumis par les parties appelante et intimée
- Préparer des projets de jugement

PROJETS ET RECHERCHES SUBVENTIONNÉS

PratiquO – Centre de formation professionnelle continue de la Faculté de droit de l’Université d’Ottawa

Organismes subventionnaires : Gouvernement du Québec – Secrétariat du Québec aux relations canadienne (SQRC) et Gouvernement de l’Ontario – Office des affaires francophones

Date de subvention : 2018-2019

La protection des aînés à travers la *Charte des droits et libertés de la personne*

Organisme subventionnaire : Chaire de recherche Antoine-Turmel sur la protection juridique des aînés

Rôle : chercheuse principale

Date de subvention : 2017-2018

Les directives anticipées des aînés en matière de soins de santé

Organisme subventionnaire : Chambre des notaires du Québec

Rôle : chercheuse principale

Date de subvention : 2017-2020

TRAVAUX LÉGISLATIFS

Corédactrice du mémoire de la Chambre des notaires du Québec sur le projet de loi n° 115 – *Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité*, Commission des relations avec les citoyens, novembre 2016

PUBLICATIONS

Livre et fascicule

Décisions judiciaires en matière de garde d’enfants : contribution à l’étude des marqueurs identitaires du juge, Montréal, Éditions Thémis, 2017 (Préface de Alain Roy)

« Registre et actes de l’état civil », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit civil », *Personnes et famille*, fasc. 9, Montréal, LexisNexis Canada (mise à jour annuelle)

Productions avec comité de lecture (revues et ouvrages collectifs)

« De la communauté parentale : éléments de droit positif et postulats scientifiques », (2016) 10 *Revue scientifique de l’AIFI* 31

« Commentaire de jurisprudence : transsexualité et droit de garde », (2015) 117 *R. du N.* 217

« Le statut juridique du beau-parent en droit civil québécois. Perspectives législatives et jurisprudentielles », dans Vincent CARON, Gabriel-Arnault BERTHOLD, Charlotte DESLAURIERS-GOULET et Jérémie TORRES-CEYTE (dir.), *Les oubliés du Code civil du Québec*, Montréal, Éditions Thémis, 2015

« L'influence des marqueurs identitaires des juges dans les décisions relatives à la garde des enfants », (2014) 48 *R.J.T.U.M.* 57

« La domesticité juvénile en Haïti : une vision à travers la lentille du pluralisme juridique », (2013) 18:1 *Lex Electronica*

Johanne CLOUET et Mariève LACROIX, « De l'“être” vers l'“avoir été” : muabilité du corps humain au moment du décès », (2010) 15:2 *Lex Electronica*

Production sans comité de lecture

Gérard GUAY et Johanne CLOUET, *Le mandat de protection*, R.D./N.S., « Mandat », Doctrine, Montréal, Chambre des notaires du Québec, 2017

Rapport de recherche

Alain ROY et Johanne CLOUET, « Étude des tendances jurisprudentielles et législatives en matière de pensions alimentaires », Rapport présenté à la Direction de la perception des pensions alimentaires du ministère du Revenu du Québec dans le cadre du projet de recherche intitulé « Analyse prospective de la clientèle du Programme de perception des pensions alimentaires. Première étape », 2010

COMMUNICATIONS

« Procréation assistée et filiation : les limites du droit civil québécois sous la poussée de l'évolution des relations sociales et conjugales », Conférence présentée dans le cadre du colloque organisé conjointement par la Faculté de droit de l'Université de Montréal et le Département de droit et d'anthropologie du Max Planck Institute for Social Anthropology - Nouvelles réalités sociales et enjeux éthiques : les défis de l'encadrement juridique de la procréation médicalement assistée, Faculté de droit, Université de Montréal, 27 août 2018

Présentation devant les ministres de la Francophonie de la collaboration entre l'Université de Montréal et l'Université d'Ottawa dans le cadre du Projet PratiqO (Centre de formation professionnelle continue de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa), 23^e Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, Whitehorse (Yukon), 5 juillet 2018

« Pension alimentaire entre conjoints : pertinences et impertinences », Conférence présentée dans le cadre du colloque organisé par l'Unité de droit familial de l'Université Libre de Bruxelles, Faculté de droit, Université Libre de Bruxelles, 14 décembre 2017

« Les enjeux contemporains de l'obligation alimentaire entre ex-conjoints en droit québécois », Conférence présentée dans le cadre du colloque organisé conjointement par la Chaire du notariat et la Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil – Mouvements et tendances en droit de la famille belge et québécois, Faculté de droit, Université de Montréal, 29 septembre 2017

« L'intérêt de l'enfant », Conférence présentée dans le cadre du colloque portant sur le rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille, organisé conjointement par la Chaire du notariat et la Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil, Faculté de droit, Université de Montréal, 5 mai 2016

Johanne CLOUET, Élisabeth GOUBOUT, Karine POITRAS et Jennifer BLANCHET, « Le litige en matière de garde d'enfant : Regards croisés sur la pratique des juges et des experts », Conférence présentée dans le cadre du Congrès annuel de la Société québécoise pour la recherche en psychologie, Hôtel Delta, Trois-Rivières, 2 avril 2016

« Le statut juridique du beau-parent en droit civil québécois. Perspectives législatives et jurisprudentielles », Conférence présentée dans le cadre du colloque organisé par la Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil à l'occasion du 20^e anniversaire du Code civil – Les oubliés du Code civil, Faculté de droit, Université de Montréal, 1^{er} mai 2014

« L'influence des marqueurs identitaires des juges dans les décisions relatives à la garde des enfants », Conférence présentée dans le cadre du cycle de conférences « Nouveaux chercheurs » de la Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil, Faculté de droit, Université de Montréal, 17 octobre 2013

« Éléments d'une approche socio-juridique des décisions relatives à la garde des enfants », Conférence présentée dans le cadre du 2^e colloque franco-québécois de l'équipe de recherche Ruptures – Les séparations conjugales : décisions judiciaires et incidences familiales, Faculté de droit, Université de Montréal, 29 octobre 2012

« Pensions alimentaires entre conjoints de faits », Conférence présentée dans le cadre du colloque organisé conjointement par la Chaire du notariat et la Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil – Droit patrimonial de la famille : des personnes et des biens », Faculté de droit, Université de Montréal, 18 janvier 2012

« La domesticité juvénile en Haïti : une vision à travers la lentille du pluralisme juridique », Conférence présentée dans le cadre du 2^e colloque annuel de l'Association des cycles supérieurs en droit – Le droit dans tous ses États, Faculté de droit, Université de Montréal, 14 mars 2011

« Tendances jurisprudentielles et législatives en matière de pensions alimentaires entre conjoints », Conférence présentée dans le cadre d'un séminaire sur le mariage et l'union libre organisé par l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Montréal, 15 avril 2011

« The Influence of the Judge's Identity in Decisions Pertaining to Child Custody », Conférence présentée dans le cadre du Forum Atlas, Université de Deusto (Espagne), 28 juin 2011

COLLABORATIONS

Élise CHARPENTIER, Sébastien LANCTÔT, Benoît MOORE et Alain ROY, *Code civil du Québec. Annotations – Commentaires*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016-2017 (rédaction des commentaires portant sur l'obligation alimentaire et la garde des enfants – articles 585-596.1 et 605 C.c.Q.)

Alain ROY, Jocelyne JARRY, Évelyne LAPIERRE-ADAMCYK et Céline LE BOURDAIS, « Regards empiriques sur les pensions alimentaires entre ex-époux : Analyse statistique exploratoire et application simulée des Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux », Rapport soumis au ministère de la Justice du Québec – Direction des orientations et politiques, juin 2011

ÉVALUATION D'ARTICLES DE REVUES SCIENTIFIQUES

Revue : Cahiers de droit (Université Laval)
Directrice : Professeure Louise Langevin

RAYONNEMENT MÉDIATIQUE

« Maintenir le critère souple de l'intérêt de l'enfant », *Le Devoir*, 28 juillet 2016

Entrevue accordée à la journaliste Roxane Léouzon au sujet de la pétition déposée par des citoyens à l'Assemblée nationale du Québec pour demander l'institution de la présomption légale de garde partagée (article intitulé « Pour éviter que les parents s'entredéchirent »), *Journal Métro*, 27 avril 2016

Entrevue accordée à la journaliste Louise Leduc au sujet de la garde partagée (article intitulé « Garde partagée : dans le cœur des parents »), *La Presse*, 25 novembre 2013

BOURSES ET DISTINCTIONS

Bourse d'excellence – Chaire de recherche Antoine-Turmel sur le droit des aînés (15 000 \$)	2017
Prix Thémis de la meilleure thèse de doctorat	2017
Bourse d'excellence – Chambre des notaires du Québec (maîtrise en droit notarial) (20 000 \$)	2015-2016
Mention d'excellence – Thèse de doctorat (Université de Montréal)	2015
Bourse de fin d'études – Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP) (12 000 \$)	2013-2014
Bourse Andrée Lajoie (5 000 \$)	2013

Source : **SITE WEB FACULTÉ DE DROIT, UdeM /Corps professoral**

Bourse du partenariat de recherche <i>Séparation parentale, recomposition familiale</i> (10 000 \$)	2012-2013
Bourse de doctorat du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) (40 000 \$)	2011-2013
Bourse Réjane-Laberge-Colas en droit de la famille (2 000 \$)	2011 et 2014
Bourse de l'Association des cycles supérieurs en droit pour l'excellence en diffusion de la recherche (1 000 \$)	2009
Bourse Monique-Ouellette (3 000 \$)	2009
Bourse de doctorat – Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP) (10 000 \$)	2009-2011
Nomination pour le meilleur mémoire de maîtrise dans le cadre du concours de l'Association des professeurs et professeures de droit du Québec (APDQ)	2009
Mention d'excellence – Mémoire de maîtrise (Université McGill)	2008
Bourse de recherche - Fonds Fay Cotler sur les droits de la personne (2 000 \$)	2007
Tableau d'honneur du doyen (baccalauréat – Université de Montréal)	2001

IMPLICATION ACADEMIQUE ET SOCIALE

PratiquO (Centre de formation professionnelle continue de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa) Membre du Comité consultatif	2018
--	------

Association des cycles supérieurs en droit (ACSED) Vice-présidente à la recherche	2015-2016
---	-----------

- Organiser le Colloque étudiant dans le cadre du Mois de la recherche (mars 2016). Sujet : droit et temporalité

Journées annuelles de santé publique (JASP) Membre du Comité scientifique de l'ARUC - Séparation parentale, recomposition familiale et de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)	2013
---	------

- Participer aux réunions du Comité afin de déterminer la programmation scientifique de la journée thématique intitulée « *S'unir dans la séparation ! Des efforts concertés pour soutenir les familles séparées et recomposées* »
- Co-rédiger un article couvrant les thèmes abordés lors de la journée thématique

GRAHN-Haïti (Groupe de Réflexion et d'Action pour une Haïti Nouvelle)

2012-2016

Membre du comité « État, Gouvernance et Justice »

- Participer aux réflexions portant sur les actions les plus susceptibles de favoriser une société haïtienne fondée sur le droit, le partage, la solidarité, l'éducation et le respect de l'environnement
- Organiser une table ronde portant sur les conditions des femmes en Haïti dans le cadre de la Journée internationale de la femme du 8 mars 2015

Fondation Québec-Haïti pour une scolarisation universelle de qualité (QHASUQ)

2008-2015

Vice-présidente du conseil d'administration

- Prendre part aux décisions visant à mobiliser des ressources humaines, matérielles, financières, logistiques et organisationnelles dans un souci de répondre à des préoccupations liées à la qualité de l'enseignement de qualité pour tous en Haïti

Ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST), Port-au-Prince (Haïti)

Août 2007

- Participer à un atelier sur la réforme de la législation haïtienne en matière d'adoption afin de rendre compte du droit québécois en la matière